

NOUVELLES PUBLICATIONS

- Jocelyne DAKHLIA (dir.)**, Trames de langues. Usages et tissages linguistiques dans l'histoire du Maghreb Paris, Maisonneuve et Larose, février 2004 (Connaissance du Maghreb. 2), 560 p.
- Éric GOBE (dir.)**, L'ingénieur moderne au Maghreb XIXe-XXe siècles Paris, Maisonneuve et Larose, février 2004 (Connaissance du Maghreb. 3), p. 389.
- Alain MAHÉ et Kmar BENDANA (dir.)**, Savoirs du lointain et sciences sociales de Francis ZIMMERMANN, Paris, Éditions Bouchène, février 2004, 268 p.
- Saïd BEN SEDRINE et Éric GOBE**, Les ingénieurs tunisiens : dynamiques récentes d'un groupe professionnel L'Harmattan, mars 2004, 282 p.
- Nicolas PUIG**, Bédouins sédentaires et sociétés citadines (Sud-Ouest algérien) Paris, IRMC, Arthala, janvier 2004, 282 p.

■ **Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE (dir.)**, Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes, Paris : Presses de Sciences Po, 2003, 419 p.



Cet ouvrage important poursuit un objectif double et croisé : banaliser une aire culturelle, celle du monde arabe et musulman, au regard de grands courants théoriques ; interroger et re-travailler des concepts et théories à vocation universelle, forgés au sein de l'ensemble occidental, au regard de cette aire.

En effet, l'étude des « protestations » et des mouvements sociaux au sein de l'aire arabo-musulmane a jusque là été dominée par les travaux sur l'islamisme et les émeutes, qui ont en retour solidifié son exceptionnalité (analytique et institutionnelle). Dans le même temps, les théories des mouvements sociaux, qui ont bien évidemment prétention à explication universelle, souffrent du lieu de leur formation et de leurs mises à l'épreuve, un Occident où sphères publique et politique bénéficient d'une institutionnalisation, d'une articulation et de règles du jeu relativement fortes et stables. L'enjeu est alors l'intégration à ces théories, non plus d'une exceptionnalité, mais d'une particularité non propre aux sociétés musulmanes, celle du caractère non démocratique de l'ordre politique et de son pendant pratique, la répression. Il est également de dépasser la distinction de nature postulée entre formes d'opposition en régimes démocratiques et autoritaires, et de les intégrer dans un même ensemble « d'actions politiques contestataires ».

Le premier chapitre, particulièrement stimulant, propose un bilan et des pistes de réflexion théoriques à partir des études existantes et des articles composant le restant des chapitres du livre, consacrés à des pays allant du Maroc à l'Iran. Il affine les catégories analytiques des formes d'opposition à partir du modèle d'A. Hirschman, *Exit, voice and loyalty*, auquel est ajoutée l'apathy en proposant un continuum allant de la résistance aux différentes formes de protestation. Les auteurs en déduisent une « mise en ordre » des modes d'action possibles, et une reformulation des liens entre contrainte politique, répertoires d'action et mobilisation, individuelle et collective. Entre autres pistes, ils proposent d'entrer dans la question par l'étude des carrières militantes, la prise en compte de la temporalité, des réseaux comme de la transnationalisation, la question de

l'engagement mais aussi de son maintien et du désengagement, du passage à la violence, des liens entre carrières, rareté des ressources, réseaux et mobilisations, etc.

Les chapitres suivants, signés essentiellement par de jeunes chercheurs formés dans un premier temps au sein des sciences sociales, déclinent chacun une ou plusieurs de ces pistes sur un terrain spécifique. Hormis deux contributions sur le Maroc, ces articles portent essentiellement sur le Proche et Moyen-Orient, et abordent autant les mouvements islamistes, les militants d'extrême gauche, les femmes, les associations ou les jeunes de l'Intifada à l'aune des théories des mouvements sociaux ainsi revisités.

Si cet ouvrage ne présente évidemment pas un modèle explicatif bouclé – peut-être est-ce le prix à payer, du moins pour l'instant, de cette confrontation, et la leçon d'une aire culturelle à nos disciplines – il n'en constitue pas moins une étape importante, aux côtés d'autres tentatives collectives en cours, qui ouvre des pistes de réflexion sur l'apprehension des « mouvements » contestataires dans les sociétés musulmanes.

■ **John MADELEY**, Le commerce de la faim : la sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre échange. Enjeux Planète, 259 p.



La nourriture n'est pas une marchandise et l'agriculture n'est pas un secteur de la production industrielle, mais un mode vie. C'est à partir de ces affirmations que l'auteur aborde la question si controversée de la libéralisation du commerce des produits agricoles et agroalimentaires et de la soumission de la sécurité alimentaire des populations des pays du Sud au commerce international.

Au fil des chapitres, John MADELEY met en lumière les mécanismes par lesquels la libéralisation du commerce des produits agricoles a été surtout voulue par les pays développés et par les firmes multinationales, notamment par le biais de l'OMC et des négociations multilatérales (Seattle, Doha, etc.), afin d'élargir le marché et mieux contrôler les échanges au dépens de la sécurité alimentaires des populations.

La globalisation de l'économie et la libéralisation des échanges commerciaux ont concentré le pouvoir entre les mains de firmes gigantesques appelées transnationales. Et ce n'est pas aux populations affamées mais aux transnationales que profite actuellement la croissance économique et la libéralisation du

commerce. Les pays en développement avaient ouvert leurs marchés aux produits agro-alimentaires alors que les États Unis et l'Union européenne ne l'avaient pas fait.

La libéralisation du commerce accélère et amplifie les effets des dynamiques internes à l'œuvre (érosion des sols, baisse de leur qualité ainsi que de celle des eaux, le sous-financement de l'agriculture, etc.), elle est aussi à l'origine d'effets directs par la réduction des moyens financiers des États et de la concurrence aux produits vivriers sur les marchés locaux.

A cela s'ajoutent les effets pervers de la libéralisation du commerce dans les pays en développement : augmentation des importations, priorité accordée aux cultures d'exportation au détriment de l'agriculture vivrière, concentration du pouvoir entre les mains des transnationales et recul de la sécurité alimentaire.

L'auteur montre aussi à la lumière de l'échec de la conférence de Seattle, comment l'opposition (des ONG et de certains pays en développement) à cette forme de libéralisation s'organise pour la promotion d'un commerce plus équitable qui ne rejette pas le libre échange, mais qui cherche à le maîtriser pour le bien des plus démunis.

Le livre est le résultat d'une initiative originale de coédition par douze éditeurs francophones, soutenus par la Fondation pour le progrès de l'homme, proposant des textes originaux sur des sujets d'actualités pour une autre mondialisation

■ **Sophie BESSIS**, L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie Paris : La Découverte, « Cahiers libres », 2001, 337 p.



L'Occident et les autres est un essai dont l'axe principal consiste à scruter dans l'équilibre (ou plutôt le déséquilibre) mondial actuel la prégnance et l'ancienneté d'une culture dominante et également dévastatrice : celle de la suprématie de l'Occident.

A travers la première partie (*La formation d'une culture*), l'auteur remonte la genèse d'une culture devenue certitude au fil du temps, une croyance qui prend sa source dans l'ascension économique de l'Europe qui commence au XV^e siècle puis dans un second temps dans l'idéologie des Lumières.

Sans faire le procès de ce mouvements d'idées qui a, entre autres, conduit à l'avènement de la raison et de l'individu, S.B.

dégage quelques travers de cette conquête du pouvoir de l'Europe sur le reste du monde. La colonisation politique et économique et la mobilisation du savoir qu'elle a opérée et parfois instrumentalisée ont été une des conséquences principales.

La seconde partie (*Le monde comme il va*), est une approche économiste sur la situation du Tiers Monde et de l'Afrique. La césure « Orient/Occident » remplacée par le couple : « Nord/Sud » en passant par l'invention du terme « Tiers-Monde » sont des étapes d'une vision de l'équilibre mondial qui se définit autour de deux pôles économiquement différenciés, inégaux.

La troisième partie (*Des deux côtés du miroir*) décrit et explique la modification de la cartographie mondiale, sous l'effet d'une manipulation de plus en plus claire du droit à énoncer la norme universelle. Depuis la décolonisation, la scène mondiale se peuple d'acteurs de plus en plus présents, de plus en plus revendicateurs et demandeurs d'existence et de droits internationaux.

Deux transformations majeures sont en train de changer la face du monde tout en générant des peurs et des dissensions nouvelles : la liberté des femmes et la sécularisation du monde. En même temps, on assiste à un léger déplacement des idéaux et des principes humanitaires : les critères de race ou de civilisation sont remplacés dans les déclarations internationales par la communion dans le respect des droits humains fondamentaux. Seulement, le Nord voudrait rester seul énonciateur de normes universelles. Ce qui équivaut à un déni des nouveaux venus sur la scène internationale, divisés en deux :

- la majeure partie de ce Sud, enfermée dans le piège de la réaction identitaire et « l'art de la contrefaçon chez les dictateurs », est le terreau de quelques-uns des extrémismes contemporains ;

- de nouvelles intelligentsias s'expriment parfois dans le champ politique sans avoir toujours le loisir de se faire entendre pour acculturer l'universel, se l'approprier et en faire un acquis contre les verrous de la tradition, la prison de la spécificité, la nostalgie des ancêtres et du passé.

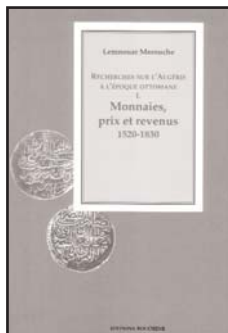
L'auteur conclut ce bilan en appelant à regarder le monde autrement parce qu'il change et à ne pas confondre mondialisation de l'universel et occidentalisation du monde.

Il a paru en 2002 une deuxième édition de poche de cet ouvrage.

■ Lemnouar MEROUCHE

Recherches sur l'Algérie l'époque ottomane, Monnaies, prix et revenus (1520-1830), Paris, Editions Bouchène,

2002, 309 p.



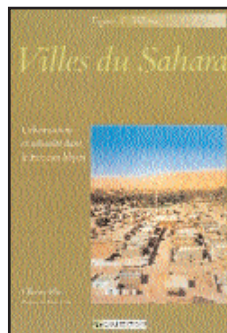
C'est une histoire économique et sociale de l'Algérie à l'époque ottomane, premier tome d'une recherche en quatre volumes que nous offre Lemnouar Merouche, professeur d'histoire moderne à l'Université d'Alger. Dans le sillage d'Ernest Labrousse et de Pierre Vilar, l'auteur analyse l'impact des fluctuations des prix et des revenus sur la société algérienne dans la longue durée.

L'irrégularité des sources semblait poser problème pour la constitution de données sérielles. De plus, l'évolution des prix et des revenus ne devient pertinente que si l'on contextualise les mutations de la monnaie. L. Merrouche conscient des limites et des dispersions archivistiques, aborde ces problèmes en effectuant pour chaque chapitre, une critique des sources et des bases de données construites.

Le livre commence par une étude sur la monnaie qui restitue la diversité et les mutations de l'unité monétaire pendant les trois siècles de la présence ottomane en Algérie, d'autant que les travaux sur la question se limitent aux dernières années qui ont précédé l'occupation française. La monnaie a connu des changements de poids, de titre, de valeur et de dénomination. Cette analyse numismatique est indispensable à celle des mouvements des prix que l'auteur étudie dans la deuxième partie de son livre, comme indicateurs des dynamiques de la société algérienne. On apprend notamment que la hausse des prix nominaux des produits agricoles, à partir de 1669, n'est pas suivie nécessairement par une hausse des revenus fixes, essentiellement des salaires. Cela aurait eu pour conséquence de réduire le niveau de vie des citoyens. C'est sur cette base qu'il analyse les mécanismes d'enrichissement et d'appauvrissement. En s'appuyant sur l'évolution des prix et sur les mouvements des revenus qu'il aborde dans sa dernière partie, L. Merrouche étudie le pouvoir d'achat des différentes composantes sociales. S'il est difficile d'établir les revenus des grandes fortunes, il est par contre possible de constituer des séries évolutives des traitements des ouvriers, des soldes de janissaires, des émoluments des lettrés qui sont conservés dans les registres du Beylik. L'auteur constate une contradiction essentielle pour ce qui concerne les grandes fortunes. Les archives ottomanes présentent des chiffres trop bas en comparaison aux descriptions que les observateurs européens établissaient de ces grandes fortunes. En inventoriant les différents types de biens comme ceux, par exemple, que possédait Mourad Raïs, grand corsaire et personnage politique incontournable, L. Merrouche dépasse les lacunes archivistiques en cherchant une explication dans les liens entre le fonctionnement du pouvoir et la mainmise sur l'économie. Aussi distingue-t-il deux grandes périodes, celle du siècle de la course et celle du siècle du blé. C'est une démonstration pertinente de ce livre qui met en exergue les interactions de l'économie avec le social, d'une part et avec le politique, d'autre part, dans le dynamisme de la société, à l'instar des travaux de Lucien Febvre.

■ Olivier PLIEZ

Villes du Sahara. Urbanisation et décentralisation dans le Fezzan libyen, Paris, CNRS Editions. Collection « Espaces et milieux ». Paris. 2003. 199 pages.



Contribuant à atténuer le peu d'intérêt manifesté à cette zone par la recherche en sciences sociales, Olivier Pliez est allé observer et lire l'urbain là où nous ne devrions pas le rencontrer : au cœur du Sahara, dans le Fezzan libyen, l'une des régions les plus peuplées et les plus urbanisées de cet ensemble.

Durant le dernier quart de siècle, les Etats du Maghreb ont conduit des politiques volontaristes d'équipement et d'intégration des zones sahariennes à leurs espaces nationaux respectifs.

L'Etat libyen a ainsi appliqué une politique d'urbanisation systématique sur l'ensemble du désert. Le Fezzan est l'illustration la plus spectaculaire de cette urbanisation « par le haut », processus qui a, progressivement, laissé la place à un mouvement d'urbanisation « par le bas » grâce aux effets de dynamiques locales fortes qui ont en quelque sorte pris la relève après l'essoufflement de l'intervention étatique depuis le milieu des années 80 (chute des prix du pétrole, puis embargo international...). Désormais, les transformations des espaces sahariens, libyens dans le cas présent, se font sous l'impulsion de nouveaux ressorts et selon de nouvelles logiques.

Aussi, l'espace fezzanais s'est-il bien étoffé d'un réseau de villes petites et moyennes et d'agglomérations dont la première, Sebha, est l'une des plus grandes parmi les villes du Sahara (Tamanrasset, Agadez, Laayoune, Abéché...). Ce processus d'urbanisation, parce qu'au même temps stimulé par le haut et alimenté par le bas, a généré un mode d'urbanité (une identité fezzanie ?) se rapportant simultanément au rural et à l'urbain.

Paradoxalement, les interventions lourdes de l'Etat libyen au niveau des infrastructures et de l'aménagement urbain et du territoire, destinées à la pleine intégration au territoire national d'ensembles sahariens comme le Fezzan, ont produits des effets au-delà de ce qui attendu : l'intégration de ces ensembles à un espace relationnel transnational saharien réactivant d'anciens réseaux sahariens que l'on croyait à jamais dissous. Mobilités et circulation des personnes et des biens contribue de façon décisive au rapprochement et à l'intégration d'aires se trouvant à la marge du Maghreb du côté nord du Sahara et à la marge de l'Afrique sahélienne sur la rive sud saharienne. Ces systèmes relationnels et de circulation ont progressivement étoffé un système urbain fait de grandes villes, de centres relais et de carrefours urbains et d'échanges qui ont redonné vie et dynamisme au Sahara.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur procède par une approche diachronique pour comprendre l'évolution des approches et des actions des acteurs, ainsi que les effets des contextes successifs qui ont contribué à la configuration actuelle de l'appareil urbain en Libye et particulièrement le Fezzan : commerce transsaharien, colonisation, Etat post-indépendance et, actuellement, les mobilités et les circulations transsahariennes...

Dans la deuxième partie intitulée « Des dynamiques locales encadrées par l'Etat », l'auteur se demande si la rapidité du processus d'urbanisation n'a pas suscité l'émergence de nouveaux acteurs dans le Fezzan et quelles sont leurs marges de manœuvre vis-à-vis d'un Etat décentralisateur par les effets d'annonce mais tenant fermement le territoire et la société ? La réponse est que les mutations économiques, les recompositions territoriales et les changements sociaux ont introduit de nouvelles règles dans les rapports entre le central et le local.

La troisième partie, intitulée « Vers une urbanité saharienne » est consacrée à soulever des questionnements relatifs au sens de l'urbain dans les étendues sahariennes. L'urbanité « confectionnée » dans le Fezzan mobilise l'ensemble des interactions (sociocommunautaires, politiques, territoriales...) qui traversent la société locale ou la travaillent, dans ses relations à l'Etat, au territoire et au transnational. Les mobilités et la circulation des personnes qui aboutissent dans le Fezzan ou le traversent, produisent des lieux, contribuent à promouvoir d'autres pour en faire des cadres de sociabilité et d'échanges dont l'intensité et l'épaisseur contribuent à initier cette urbanité saharienne.